

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 42
Excusés : 22
Absents : 16

REUNION DU 16 MAI 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI SEIZE MAI à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DIX MAI DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, Mme ROLAND ITRIBERRY Nelly, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges-Marie.

EXCUSES

Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme MENDES Odette, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme DUBOE Nicole, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, M. MIGNOT Didier, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, Mme VERTE Monique, Mme YOUSOUF Mélissa M. ZANGRILLI François,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, Mme YERRO Georges-Marie, Mme MAROUN Séverine, M. ATTIORI Olivier, Mme MEKKI Chérifa, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme DE CARVALHO Virginie, M. MILLARD Jean-Luc, M. MANGIN Anthony, M. DACHIVILLE Romain, M. BELOUCHAT Rachid, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROZZO Frank, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme FAOUZI Hanane, Mme VALLETON Martine, M. SIBY Oussouf, M. LASTAPIS Michel,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. EL KOURADI Fouad, M. HAN Bo, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme SAGO Aïssa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

M. Frank CANNAROZZO

DELIBERATION N°53 – AMENAGEMENT - LE BLANC-MESNIL – AVENANT N°3 A LA CONVENTION-CADRE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE, LA VILLE DU BLANC-MESNIL ET L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, RELATIVE A L'APPEL A PROJET : « 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES » - EXTENSION DU PARC COMMUNAL, FUSION DES ACTIONS 4 ET 5 ET DEMANDE DE PROROGATION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Micaël VAZ,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de la construction et du logement,

Vu le décret n°2015-1791 du 28 décembre 2015 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des tronçons de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris correspondant au prolongement de la ligne 14, à la ligne 16 et au tronçon commun des lignes 16 et 17,

Vu la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre) du 7 août 2015,

Vu la délibération du 2 mai 2016, approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la ville du Blanc-Mesnil,

Vu la délibération du 5 juillet 2017 du conseil régional, validant la candidature de la ville du Blanc-Mesnil à l'appel à projet « les 100 quartiers innovants et écologiques » de la région Ile-de-France pour le « projet urbain Parc » au Blanc-Mesnil,

Vu la compétence aménagement transférée à l'EPT Paris Terres d'Envol au premier janvier 2018, devenant ainsi le porteur de ce projet auprès de la région Ile-de-France en lieu et place de la commune du Blanc-Mesnil,

Vu la convention cadre des « 100 quartiers innovants et écologiques » entre la commune du Blanc Mesnil et la Région Ile de France signée le 20 septembre 2017,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220516-53-16-05-2022-DE
Date de télétransmission : 01/06/2022
Date de réception préfecture : 01/06/2022

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre approuvé par la délibération n°CP 518-2009 du 21 novembre 2018, actant l'évolution de l'emplacement de la maison des arts martiaux,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre approuvé par le conseil de territoire du 14 octobre 2020 et actant de l'évolution du projet des écoles P. Langevin et J-Baptiste Clément fusionnées en un seul groupe scolaire,

Vu la délibération n°140 du 7 décembre 2020 approuvant le premier projet d'avenant n°3, aujourd'hui revu,

Considérant que l'ambition du projet « parc urbain » au Blanc-Mesnil est de dynamiser le secteur de la future gare du Grand Paris Express en créant un pôle de logements et de services important, tout en ouvrant le parc sur la ville,

Considérant que les deux actions concernant l'extension du parc urbain, l'une autour de la gare du Grand Paris Express, l'autre au niveau de l'avenue Pasteur (action n°4 et action n°5),

Considérant l'évolution du calendrier des travaux du quartier du parc et les nombreux points communs entre ces deux actions,

Considérant la décision de la ville, en lien avec l'EPT, de les fusionner pour simplifier les démarches administratives,

Considérant que le planning initial a globalement pris du retard, notamment en lien avec la crise sanitaire et le décalage global dû à sa gestion,

Considérant que le planning aujourd'hui envisagé prévoit un lancement de l'opération au cours du 1^{er} trimestre 2023 pour une livraison au dernier trimestre 2024,

Considérant que cette modification de planning induit la nécessité de prolonger les délais de la convention cadre,

Considérant le courrier de l'EPT en date du 17 février 2022 sollicitant le regroupement de deux opérations et la prorogation de la convention cadre,

Considérant que la région Ile-de-France souhaite ajouter un article « Clause éthique » à la convention cadre

Après en avoir délibéré,

- **Abroge** la délibération n°140 du CT du 7 décembre 2020, approuvant le premier projet d'avenant n°3, aujourd'hui revu,
- **Approuve** les termes du projet d'avenant n°3 tripartite entre l'EPT Paris Terres d'Envol, la ville du Blanc-Mesnil et la région Ile-de-France, ci-annexé, ayant pour objet la fusion des actions numéro 4 et 5 d'extension du parc urbain au niveau de la gare GPE et de l'avenue Pasteur sous l'intitulé « extension du parc urbain », la prorogation de deux ans de la convention et l'ajout de la clause éthique,
- **Autorise** le président à signer l'avenant n°3 tripartite entre l'EPT Paris Terres d'Envol, la ville du Blanc-Mesnil et la région Ile-de-France, ci-annexé, ayant pour objet la fusion des actions numéro 4 et 5 d'extension du parc urbain au niveau de la gare GPE et de l'avenue Pasteur sous l'intitulé « extension du parc urbain », la prorogation de deux ans de la convention et l'ajout de la clause éthique.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Adopté à la majorité

(63 voix pour, 1 voix contre : M. MIGNOT)

Le Président
Bruno BESCHIZZA

